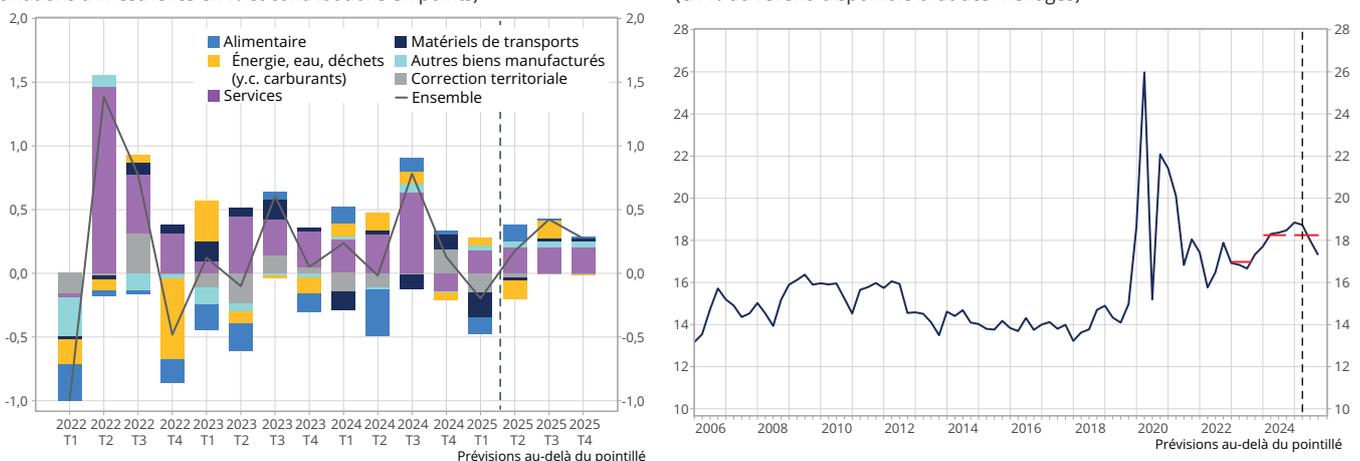


Consommation et investissement des ménages

Au premier trimestre 2025, la consommation des ménages s'est repliée de façon inattendue (-0,2 % après +0,1 % ; ► **figure 1**), malgré les gains de pouvoir d'achat engrangés au cours de l'année 2024. Le taux d'épargne des ménages a encore augmenté : il s'établit à 18,8 % en début d'année, au plus haut depuis la fin des années 1970, hors période exceptionnelle de confinements pendant la crise sanitaire, dans un contexte où quatre ménages sur dix déclarent mettre de l'argent de côté et sept sur dix limiter leur consommation (► **éclairage** sur les motifs d'épargne). La consommation en biens a fortement reculé (-0,5 % après +0,2 %). Les achats de biens alimentaires se sont contractés (-0,8 %) : si la chute de la consommation de tabac, consécutive à la hausse des prix du mois de janvier, contribue à ce repli (à hauteur de -0,1 point sur la baisse totale de la consommation sur le trimestre), la consommation alimentaire hors tabac s'est elle aussi un peu contractée, de -0,1 % (en partie du fait du positionnement des fêtes de Pâques en avril, contrairement à l'an dernier où l'évènement avait eu lieu en mars). Les achats de voitures se sont fortement repliés après les fortes hausses de la fin 2024, les ménages ayant alors avancé leurs achats par anticipation de l'instauration de politiques publiques susceptibles de relever les prix des voitures neuves (modification du barème du bonus et du malus notamment). L'ampleur du repli de début 2025 est telle qu'il ramène les achats de matériels de transport en deçà de leur niveau de l'été 2024. Dans les services, la consommation a retrouvé un rythme plus tendanciel (+0,3 % après -0,2 %), après l'à-coup lié à la tenue des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris qui avait provoqué un stimulus ponctuel à l'été, effacé à l'automne. Les dépenses en hébergement et en restauration se sont toutefois repliées.

Au deuxième trimestre 2025, la consommation ne redémarrerait que modérément (+0,2 %). La consommation de biens se stabiliserait. Les achats alimentaires se redresseraient (+0,8 %), par contrecoup de la baisse de début d'année. De même, la consommation en carburants serait soutenue par un prix du baril en baisse. À l'inverse, les achats de matériels de transport continueraient de se replier et, surtout, les dépenses en gaz et électricité plongeraient (-3,0 %), sous l'effet de températures nettement au-dessus des normales saisonnières au printemps. Dans les services, la consommation évoluerait au même rythme qu'en début d'année (+0,3 %).

► 1. Consommation trimestrielle passée et prévue (g.) et taux d'épargne des ménages (d.) (variations trimestrielles en % et contributions en points) (en % du revenu disponible brut des ménages)



Note : la correction territoriale désigne les achats faits par les résidents français à l'étranger (comptabilisés également en importations) nets des achats des non résidents réalisés en France (comptabilisés en exportations). Les autres contributions de la consommation des ménages (alimentation, énergie, etc.) portent exclusivement sur la consommation effectuée sur le territoire.

Lecture : au premier trimestre 2025, la consommation des ménages a diminué de 0,2 % par rapport au trimestre précédent. La consommation en matériels de transport a contribué à hauteur de -0,2 point à l'évolution de la consommation.

Source : Insee.

Note : les lignes rouges correspondent aux valeurs moyennes pour les années 2023, 2024 et 2025.

Lecture : le taux d'épargne des ménages s'est élevé, au premier trimestre 2025, à 18,8 % de leur revenu disponible brut.

Source : Insee.

Conjoncture française

Au second semestre 2025, la consommation continuerait à n'augmenter que modérément (+0,4 % puis +0,3 % par trimestre ; ► **figure 2**). Les achats alimentaires se stabiliseraient, freinés par le frémissement des prix. La consommation en matériels de transport retrouverait un peu d'allant (+0,5 % par trimestre). La consommation de gaz et d'électricité regagnerait à partir du troisième trimestre son niveau habituel, sous l'hypothèse de températures plus proches des moyennes saisonnières. Au total, la consommation de biens repartirait à l'été (+0,5 %), sous l'effet du retour à la normale des consommations d'énergie du logement, puis progresserait modérément à l'automne (+0,2 %). Dans les services, la consommation conserverait le rythme du premier semestre (+0,3 % par trimestre).

Sur l'ensemble de l'année 2025, la consommation des ménages augmenterait à un rythme modéré, en léger ralentissement par rapport à l'année précédente (+0,7 % après +1,0 % en 2024) et aussi vite que leur pouvoir d'achat (+0,7 % ; ► **figure 3**). En 2024, le pouvoir d'achat avait bondi (+2,5 %) sans entraîner d'accélération massive de la consommation : d'une part, les perceptions d'inflation ont mis du temps à s'ajuster (► **éclairage** sur les taux d'épargne des ménages européens de la *Note de conjoncture* de décembre 2024), d'autre part, une partie des gains de pouvoir d'achat provenait des revenus du patrimoine et des prestations, en particulier de retraite, qui ont progressé environ deux fois plus vite que les salaires. Une analyse fine des données des comptes bancaires permet de montrer que les deux tiers de la hausse du taux d'épargne en 2024 proviendraient des retraités, dont la consommation n'a pas suivi

► 2. Consommation trimestrielle des ménages passée et prévue

(variations trimestrielles et annuelles, en %, données CVS-CJO)

Produits	Part dans la consommation ⁽¹⁾	2023				2024				2025				2023	2024	2025
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Ensemble des biens	43 %	0,4	-0,7	0,4	-0,6	0,3	-0,5	0,4	0,2	-0,5	0,0	0,5	0,2	-1,5	-0,3	0,0
Biens alimentaires	16 %	-1,2	-1,4	0,4	-0,9	0,8	-2,2	0,6	0,2	-0,8	0,8	0,1	0,1	-3,3	-1,3	-0,2
Produits agricoles	2 %	-0,7	1,4	-0,1	-0,3	0,4	-1,5	-0,2	0,5	0,8	-0,1	0,1	0,1	-2,4	-0,6	0,7
Produits agro-alimentaires	14 %	-1,3	-1,9	0,5	-1,0	0,9	-2,3	0,8	0,1	-1,1	1,0	0,1	0,1	-3,4	-1,4	-0,4
Cokéfaction et raffinage	4 %	-1,5	-1,5	-0,6	-0,6	2,1	0,5	0,4	-0,4	1,1	0,2	-0,2	-0,2	-3,9	1,4	1,1
Autres biens manufacturés	18 %	0,1	0,0	0,7	0,0	-0,6	0,1	-0,2	0,6	-0,9	0,1	0,4	0,4	0,6	-0,1	-0,1
Biens d'équipement	3 %	-0,5	-1,5	1,7	-0,4	0,3	0,6	0,2	1,2	0,3	0,7	0,5	0,5	-1,6	1,3	2,4
Matériels de transport	5 %	3,3	1,3	3,0	0,5	-2,8	0,8	-2,2	2,5	-4,0	-0,5	0,5	0,5	8,0	-0,6	-3,2
Autres produits industriels	11 %	-1,0	-0,2	-0,5	-0,2	0,2	-0,3	0,7	-0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	-1,9	-0,3	0,7
Énergie, eau, déchets	5 %	10,1	-0,5	0,1	-2,3	0,5	2,5	1,6	-0,8	0,3	-3,0	3,0	0,0	-1,8	1,1	0,2
Ensemble des services	58 %	0,2	0,8	0,5	0,5	0,5	0,5	1,1	-0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	2,6	2,2	1,3
Construction	2 %	0,1	0,1	-0,1	-0,2	-0,3	-0,3	-0,5	-0,5	0,5	0,4	0,2	0,2	0,3	-1,0	0,2
Commerce (2)	0 %	-0,3	-0,3	-0,8	-0,1	-2,3	0,4	-1,0	-1,4	0,5	-0,2	-0,2	-0,2	0,9	-3,3	-1,2
Services marchands hors commerce	51 %	0,2	0,9	0,5	0,4	0,6	0,5	1,2	-0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	2,8	2,4	1,4
Transport	3 %	0,2	2,3	1,0	1,1	1,6	0,1	0,4	0,1	0,2	0,8	0,5	0,5	6,7	3,8	1,5
Hébergement-restauration	9 %	-1,1	1,8	-0,2	-0,5	1,1	1,0	0,3	0,5	-0,6	0,3	0,3	0,3	3,3	2,1	0,6
Information-communication	4 %	0,3	0,1	2,0	0,2	1,2	-0,3	1,3	2,5	0,2	0,5	0,5	0,5	2,8	3,5	3,4
Services financiers	8 %	0,8	0,7	0,6	0,4	-0,1	0,2	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	2,6	1,0	1,4
Services immobiliers	20 %	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	1,5	1,5	1,5
Services aux entreprises	3 %	0,3	2,0	0,7	1,9	0,0	-0,9	1,7	0,1	1,8	0,0	0,4	0,5	5,2	2,5	2,9
Services aux ménages	4 %	0,9	0,7	0,3	1,0	2,1	2,2	9,4	-7,5	0,0	0,3	0,3	0,3	3,9	7,7	-0,4
Services non marchands	5 %	-0,1	0,2	0,8	1,6	-0,9	1,5	0,3	-0,2	0,7	0,4	0,4	0,3	1,8	2,0	1,6
Consommation totale sur le territoire	101 %	0,2	0,1	0,5	0,0	0,4	0,1	0,8	-0,1	-0,1	0,2	0,4	0,3	0,8	1,1	0,8
Correction territoriale	-1 %	14,6	27,3	-12,7	-4,7	15,7	10,4	0,6	-16,0	15,2	2,7	0,5	0,5	6,1	14,4	6,1
Importations de services touristiques		-0,1	-3,2	5,6	2,0	-0,2	-1,1	2,1	3,6	1,8	0,5	0,5	0,5	10,2	4,3	6,1
Exportations de services touristiques		2,5	2,8	1,2	0,6	2,9	1,5	1,7	-1,1	4,5	1,0	0,5	0,5	9,3	6,5	6,1
Consommation totale des résidents	100 %	0,1	-0,1	0,6	0,1	0,2	0,0	0,8	0,1	-0,2	0,2	0,4	0,3	0,7	1,0	0,7

■ Prévisions.

(1) Poids dans la dépense de consommation finale des ménages en euros courants en 2024.

(2) Ce poste correspond aux achats en réparation d'automobiles et de motocycles.

Lecture : au premier trimestre 2025, la consommation des ménages en biens alimentaires a diminué de 0,8 % par rapport au trimestre précédent.

Source : Insee.

les fortes revalorisations de pensions (► **éclairage** sur l'analyse de la hausse de l'épargne en 2024 à partir de données bancaires). Cet écart de dynamisme entre prestations et revenus d'activité se maintiendrait en 2025, les premières progressant deux fois plus vite que les seconds (► **fiche Revenus des ménages**). Par ailleurs, les perceptions des ménages quant à l'évolution des prix sur les douze derniers mois se normalisent lentement et restent encore nettement au-dessus de leur niveau d'avant-crise sanitaire (► **figure 4**). En moyenne sur l'ensemble de l'année 2025, le taux d'épargne resterait ainsi stable, à 18,2 % : malgré la prévision de retournement des revenus du patrimoine, les autres facteurs d'attentisme se maintiendraient. En termes trimestriels, le taux d'épargne conserverait un niveau très élevé au deuxième trimestre (18,7 %), puis baisserait fortement au second semestre 2025, du fait du calendrier de l'impôt sur le revenu, prévu en nette hausse (► **fiche Revenus des ménages**). Ainsi, fin 2025, la consommation des ménages serait seulement 3,5 points au-dessus de son niveau de 2019, quand la somme de la masse salariale et des prestations en valeur réelle serait, elle, 7 points au-dessus (► **figure 5**).

L'investissement des ménages est resté quasi stable au premier trimestre 2025 (+0,1 % après +0,8 %). L'investissement en construction a continué de dévisser (-0,8 %), à un rythme comparable aux trimestres précédents. L'investissement des ménages en services, qui reflète les transactions immobilières dans l'ancien (frais d'agence et de notaire) a poursuivi son vif redressement (+3,1 % après +5,3 %) : cette progression serait due, d'une part, au contexte de baisse des taux d'intérêt, d'autre part, à l'avancement de certaines ventes par anticipation de la hausse de la fiscalité sur les transactions (DMTO) mise en œuvre par les départements à compter d'avril. Au deuxième trimestre, l'investissement des ménages serait stable. Leur investissement en construction diminuerait moins nettement qu'à l'hiver (-0,3 %) : les soldes d'opinion des

► 3. Consommation, pouvoir d'achat, taux d'épargne et investissement des ménages

(en variations trimestrielles et annuelles, en %, données CVS-CJO)

	2023				2024				2025				2023*	2024*	2025*
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Consommation : <i>variations trimestrielles</i>	0,1	-0,1	0,6	0,1	0,2	0,0	0,8	0,1	-0,2	0,2	0,4	0,3	0,7	1,0	0,7
Pouvoir d'achat : <i>variations trimestrielles</i>	-1,0	-0,2	0,4	0,9	0,7	0,7	0,9	0,3	0,3	0,0	-0,5	-0,6	0,8	2,5	0,7
Taux d'épargne : <i>en % du revenu disponible brut</i>	16,9	16,8	16,7	17,3	17,7	18,3	18,4	18,5	18,8	18,7	18,0	17,3	16,9	18,2	18,2
Investissement : <i>variations trimestrielles</i>	-3,2	-0,5	-2,5	-1,7	-2,3	-0,8	-0,6	0,8	0,1	0,0	-1,1	-0,4	-7,7	-5,6	-0,6

■ Prévisions.

* variations annuelles pour les trois dernières colonnes (sauf moyenne annuelle pour le taux d'épargne).

Source : Insee.

► 4. Glissement annuel de l'indice des prix à la consommation et perceptions des prix passés au cours des douze derniers mois

(glissement annuel en % et solde d'opinion en points)



Dernier point : mai 2025.

Lecture : en mai 2025, le glissement annuel des prix à la consommation était de +0,7 % et le solde d'opinion des ménages sur l'évolution des prix sur les douze derniers mois atteignait -4.

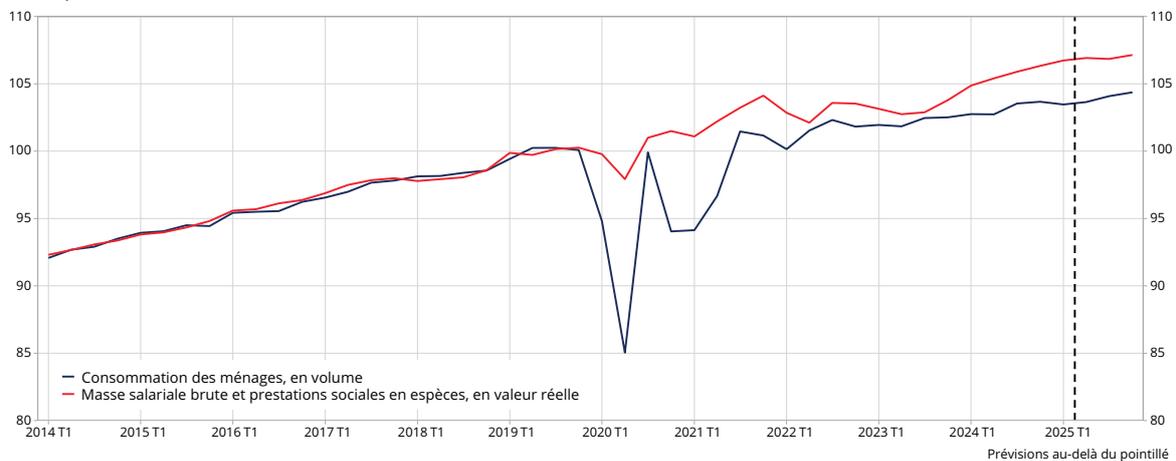
Source : Insee.

Conjoncture française

entreprises dans le logement neuf se redressent depuis le mois d'avril (► **figure 6**), tandis que les permis de construire et les mises en chantier de logements commencent à se redresser, après plusieurs mois de baisse. L'investissement des ménages en services resterait encore un peu dynamique au printemps, mais traverserait un trou d'air à partir de l'été, avec l'entrée en vigueur des hausses de fiscalité sur les transactions, dans un contexte où les intentions d'achats de logement reculent depuis le début de l'année. Au second semestre, l'investissement des ménages en construction se stabiliserait progressivement, sous l'effet du redémarrage de la construction neuve, et malgré une activité moins bien orientée dans l'entretien-amélioration, pénalisée notamment par la suspension du dispositif MaPrimeRénov' à l'été. Au total, l'investissement des ménages se contracterait fortement au troisième trimestre (-1,1 %) et resterait orienté à la baisse au quatrième trimestre (-0,4 %). ●

► 5. Consommation des ménages en volume et masse salariale et prestations sociales en valeur réelle

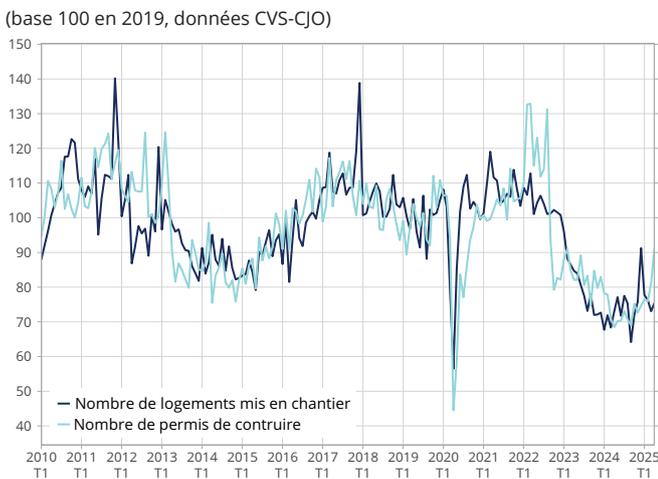
(base 100 en 2019)



Note : la masse salariale brute et les prestations sociales sont déflatées par l'indice des prix à la consommation (IPC).
Lecture : au premier trimestre 2025, la consommation des ménages en volume était 3,5 points au-dessus de son niveau de 2019. La somme de la masse salariale et des prestations sociales en espèces, en valeur réelle, était 6,7 points au-dessus de son niveau de 2019.
Source : Insee.

► 6a. Nombre de logements mis en chantier et de permis de construire

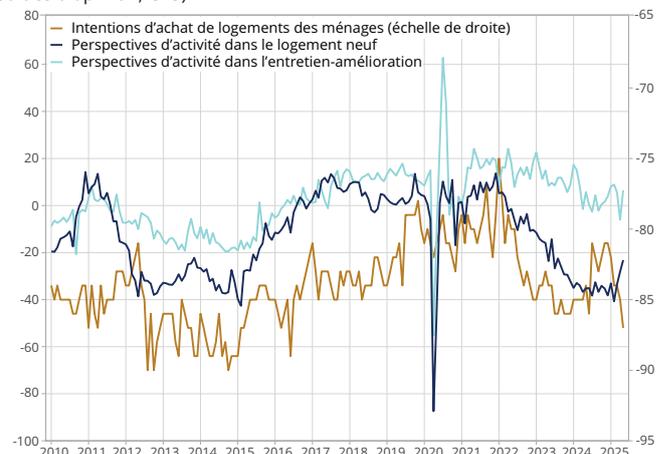
(base 100 en 2019, données CVS-CJO)



Dernier point : avril 2025.
Lecture : en avril 2025, le nombre de permis de construire délivrés était 9 points en-dessous de son niveau moyen de 2019.
Source : Sdes.

► 6b. Soldes d'opinion sur les perspectives d'activité à trois mois dans la construction (entreprises) et sur les intentions d'achat de logement (ménages)

(soldes d'opinion, CVS)



Dernier point : mai 2025.
Lecture : en mai 2025, le solde d'opinion sur les perspectives d'activité à trois mois dans la construction de logements neufs s'élève à -23.
Source : enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie du bâtiment et enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages, Insee.